Public Disclosure Authorized

Janvier 2024

DES ÉCOLIÈRES, PAS DES MARIÉES : L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE COMME REMPART CONTRE LE MARIAGE DES ENFANTS

Auteurs : Hélène Giacobino, Elise Huillery, Bastien Michel et Mathilde Sage[1]

LES MESSAGES CLÉS

- **Il est communément admis que le mariage des enfants est un fléau majeur qui a de graves conséquences sur la trajectoire de vie des femmes dans les pays à faible revenu.** Cette pratique est particulièrement répandue au Niger, où le taux de scolarisation des filles au collège est faible et le décrochage scolaire est fréquent. Dans le cadre d'un projet multisectoriel de la Banque mondiale, des chercheurs ont évalué l'impact d'une intervention de trois ans visant à éliminer les obstacles financiers et logistiques auxquels sont confrontées les filles à leur entrée au collège.
- **Le fait d'offrir aux adolescentes issues de ménages vulnérables vivant dans les régions rurales du Niger une bourse d'études et des cours de soutien au moment de leur entrée au collège a permis d'améliorer leur trajectoire scolaire et leur bien-être.** La probabilité d'avoir abandonné l'école au moment de l'enquête de suivi était inférieure de 53 % chez les jeunes filles ayant bénéficié du programme. Celles-ci déclaraient également être plus satisfaites de leur vie. En outre, rien n'indique que les effets positifs sur les bénéficiaires se soient réalisés au détriment des non-bénéficiaires.
- **Le programme a permis de retarder l'âge du mariage ou des fiançailles des filles.** Chez les adolescentes ayant bénéficié d'une bourse, la probabilité d'être mariées au cours de l'été suivant la troisième année de collège était plus faible de 49 %, et celle d'être fiancées plus faible de 30 %.
- **L'intervention a amélioré les aspirations personnelles des filles en matière d'éducation et de carrière professionnelle, ainsi que les aspirations des parents pour leur filles, probablement en raison de changements dans le capital humain et les préférences des filles.** Ces résultats suggèrent que les effets de l'intervention sont susceptibles de se prolonger au-delà de la période de versement de la bourse.

1 *Les auteurs souhaitent remercier Amy Geist, Gaëlle Conille et Raffaella Pizzamiglio pour la préparation de cette note.*

À PROPOS DU GIL

Le Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes (GIL) effectue des évaluations d'impact des interventions de développement en Afrique subsaharienne, cherchant à produire des preuves concrètes afin de mettre fin aux inégalités entre les sexes en matière de revenus, productivité, actifs et capacité de décision et d'action. L'équipe du GIL réalise actuellement plus de 80 évaluations d'impact dans plus de 30 pays, dans le but de constituer une base de données probantes fournissant des enseignements pour la région.

L'objectif d'impact du GIL est d'accroître l'adoption de politiques efficaces par les gouvernements, les organisations de développement et le secteur privé afin de traiter les causes sous-jacentes de l'inégalité entre les sexes en Afrique, notamment en ce qui concerne l'autonomisation économique et sociale des femmes. Le Laboratoire entend y parvenir en produisant et diffusant un nouveau corpus de données, et en présentant aux décideurs politiques des expériences convaincantes sur ce qui fonctionne et ne fonctionne pas dans la promotion de l'égalité des sexes.

Public Disclosure Authorized

LE CONTEXTE :

Le mariage des enfants reste une pratique très répandue en Afrique de l'Ouest et du Centre. Au Niger, 76 % des femmes âgées de 20 à 24 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans, et 28 % d'entre elles avant l'âge de 15 ans. En outre, le pays connaît le taux de fécondité le plus élevé au monde avec 6,2 enfants par femme.[2]

Le mariage précoce a des conséquences majeures sur la trajectoire de vie des femmes, limitant en particulier leur niveau d'instruction et leur participation future au marché du travail. Une fois mariées, les filles abandonnent souvent l'école pour se consacrer à leurs nouvelles responsabilités domestiques. Bien que le taux de scolarisation en primaire ait fortement progressé au Niger au cours des 20 dernières années, passant de 27 % en 2000 à 65 % en 2017, le taux de scolarisation au collège reste faible, surtout chez les filles (21 %).[3] De manière générale, le coût de l'éducation favorise l'abandon scolaire. En effet, pour scolariser leur fille au collège, les parents doivent souvent trouver un logement à proximité de l'établissement concerné, et assumer le coût direct de l'éducation ainsi que le coût d'opportunité que représente le fait d'envoyer un enfant à l'école plutôt que de lui faire exécuter des tâches ménagères ou exercer une activité économique.

C'est dans ce contexte que le ministère de la Population, le ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant et le ministère de l'Enseignement Secondaire du Niger ont conçu une intervention visant à réduire le nombre de mariages d'adolescentes en éliminant les coûts directs de l'enseignement secondaire. Cette intervention est une composante du projet *Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend* (SWEDD), un projet régional multisectoriel de la Banque mondiale qui vise à lever les obstacles à la planification familiale et à l'autonomisation des femmes au Sahel.

CE QUE NOUS AVONS FAIT:

Dans le cadre du projet SWEDD au Niger, les chercheurs ont évalué l'impact de « Toutes les Filles à L'ÉCOLE », ou TFE, une intervention qui consistait à fournir aux adolescentes entrant au collège une bourse et des cours de soutien pendant une période de trois ans. Près de 2400 adolescentes vivant dans 285 villages ruraux dépourvus de collège ont été réparties de manière aléatoire en trois groupes.[4]

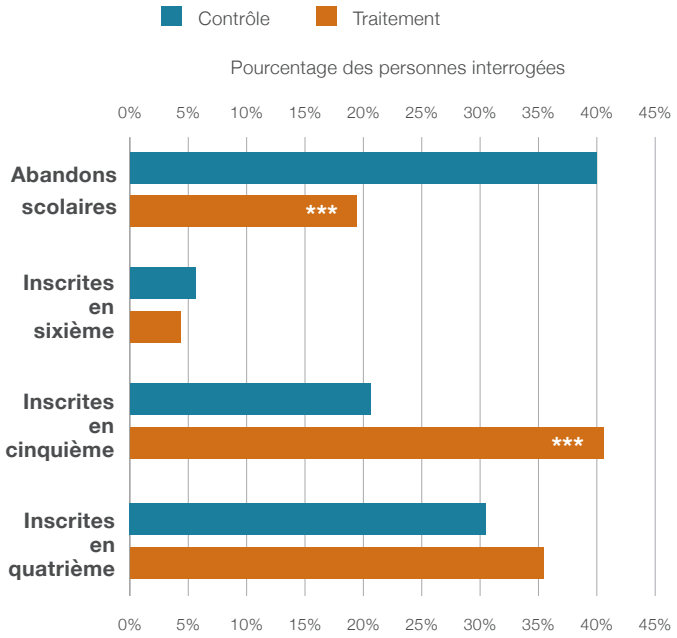
- Groupe de traitement : Dans 95 villages, toutes les filles éligibles ont reçu une bourse (306 dollars par an) couvrant les frais de logement et de nourriture pour leur permettre de trouver une famille d'accueil vivant plus près de leur établissement. Dans les collèges où étaient scolarisées ces boursières, des cours de soutien scolaire ont également été mis en place (4 heures hebdomadaires de soutien en français et en mathématiques). Ces cours étaient ouverts à tous et n'étaient pas obligatoires pour les boursières.

- Groupe mixte : Dans 95 villages, la moitié des filles éligibles ont été sélectionnées aléatoirement pour bénéficier de l'intervention, tandis que l'autre moitié n'en a pas bénéficié.

- Groupe de contrôle : Dans 95 villages, aucune fille n'a bénéficié de l'intervention.

Le programme a été mis en œuvre les trois premières années du collège. Au cours de l'été suivant la troisième année (soit quelques mois après le dernier versement de la bourse), les chercheurs ont interrogé les participantes à l'étude et mesuré l'impact du programme sur la situation scolaire, professionnelle et matrimoniale des jeunes filles, ainsi que sur leurs aspirations et autonomisation.

FIGURE 1: IMPACT SUR L'ÉDUCATION



Note: : Les symboles *, **, *** indiquent des seuils de signification statistique de 10 %, 5 % et 1 %, respectivement.

2 *Institut National de la Statistique. ENAFEME Niger 2021.*
3 *Taux de scolarisation tirés de https://data.worldbank.org/indicator/SE.SEC.ENRR.FE (consulté pour la dernière fois en février 2022).*
4 *Les villages inclus dans l'échantillon sont situés dans cinq des sept régions du pays : Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. Seules deux régions, Agadez et Diffa, ont été exclues de l'étude, la première parce que son taux de fécondité est inférieur à celui du reste du pays et la seconde pour des raisons de sécurité.*

LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE:

L'intervention a amélioré le parcours scolaire des adolescentes. Au moment de l'enquête de suivi, la probabilité d'avoir abandonné l'école était inférieure de 53 % chez les filles des communautés traitées. Le score global des filles en mathématiques a également augmenté de 0,18 écart-type, bien que le programme n'ait eu aucun effet statistiquement significatif sur leurs scores d'alphabétisation globale. Ces résultats montrent que le coût de l'éducation constitue un obstacle important à l'accès des filles à l'enseignement secondaire et que les bourses d'études peuvent être très efficaces pour réduire le taux d'abandon scolaire.

Le programme a également permis de retarder l'âge du mariage. Au sein des communautés traitées, la probabilité que les jeunes filles soient mariées l'été suivant leur troisième année de collège était inférieure de 50 %, et la probabilité qu'elles soient fiancées inférieure de 30 %. Bien qu'il soit encore trop tôt pour mesurer l'impact de l'intervention sur les grossesses (seules 3 % des filles du groupe de contrôle avaient déjà été enceintes à la fin du programme), l'âge idéal déclaré par les participantes pour avoir un premier enfant a augmenté d'un an.

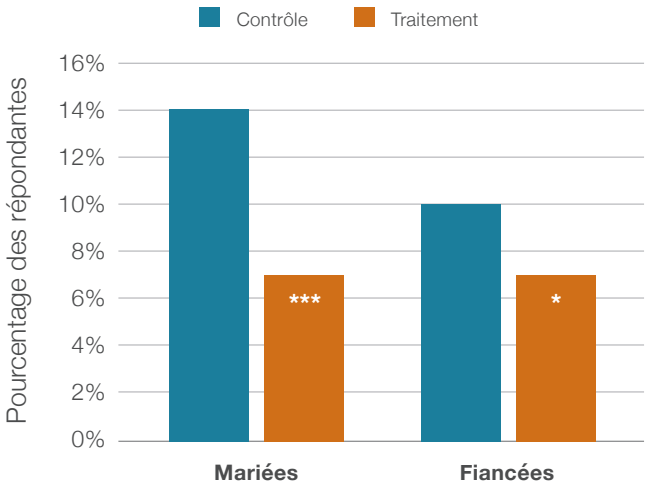
Le programme a permis d'accroître la satisfaction dans la vie des bénéficiaires ainsi que les aspirations en matière d'éducation et de carrière professionnelle. L'intervention a notamment entraîné une hausse du niveau de satisfaction dans la vie déclaré par les bénéficiaires de l'ordre de 25 % d'un écart-type, ce qui représente une amélioration considérable de leur bien-être. Ce résultat suggère que pendant l'adolescence, le fait de rester au collège contribue au bien-être individuel des élèves, y compris celles qui ont des difficultés à l'école et doivent redoubler une classe.

Suite à l'intervention, les filles ayant reçu une bourse souhaitaient aller au lycée, terminer le lycée, et se sentaient davantage capables d'atteindre cet objectif. Chez les bénéficiaires du programme, la probabilité de vouloir faire des études supérieures était en outre plus élevée de 53 %. En termes d'aspirations professionnelles, les boursières étaient plus susceptibles de souhaiter exercer une profession qualifiée ou administrative (employée, technicienne, profession intellectuelle ou scientifique, responsable administrative ou de direction, etc.) plutôt qu'une profession non qualifiée ou non administrative (travail agricole ou domestique, activité commerciale indépendante, artisanat, etc.). L'intervention a également modifié les aspirations des parents pour leurs filles : les parents des adolescentes du groupe de traitement étaient ainsi plus susceptibles de préférer que leurs filles fassent des études supérieures, exercent une profession qualifiée ou administrative et se marient plus tardivement. Ce constat suggère que la préférence des parents pour un mariage précoce peut être influencée favorablement par l'apport d'un soutien financier à l'éducation de leur fille.

Ces résultats (en particulier ceux qui concernent les aspirations des filles et des parents) suggèrent que les effets de l'intervention pourraient s'étendre au-delà de sa période de mise en œuvre. Suite à l'intervention, les filles déclaraient notamment préférer un mariage plus tardif pour les hommes comme pour les femmes, et une scolarité plus longue pour les enfants, tant pour les garçons que pour les filles. Ces résultats indiquent que ce type de programme peut avoir un impact positif sur l'éducation des générations futures.

Dans l'ensemble, le programme TFE s'est avéré relativement rentable par rapport à d'autres initiatives du même type, son coût total s'élevant à 1027 dollars (USD 2019) par jeune fille pour les trois années de mise en œuvre. Bien que le programme ait été moins efficace que d'autres initiatives en ce qui concerne l'éducation et les mariages précoces, il a fait augmenter le nombre d'années de scolarité de 0,04 pour chaque tranche de 100 dollars investie et a empêché 0,17 mariage d'enfants par tranche de 1000 dollars investis, des résultats supérieurs à ceux de plusieurs programmes similaires.[5]

FIGURE 2: IMPACT SUR LE MARIAGE



Note: Les symboles *, **, *** indiquent des seuils de signification statistique de 10 %, 5 % et 1 %, respectivement.

En outre, aucune preuve ne suggère que le programme ait généré des externalités (négatives ou positives) sur les adolescentes non-bénéficiaires. En effet, l'impact positif de l'intervention TFE sur les filles traitées n'a pas été obtenu au prix d'une baisse du niveau d'éducation ou de mariages plus précoces chez les filles non traitées vivant dans les mêmes ménages ou villages.

IMPLICATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE PUBLIQUE

Comme le suggèrent les résultats de l'étude, réduire les obstacles financiers et logistiques qui freinent l'accès à l'enseignement secondaire pour les filles issues de familles défavorisées dans les zones rurales peut s'avérer efficace, autant pour faire progresser la scolarisation au collège, que pour limiter les mariages précoces et améliorer le bien-être des jeunes filles. Une enquête de suivi à plus long terme serait nécessaire pour mieux évaluer l'impact de l'intervention sur la fertilité.

Bien que les effets à long terme du programme restent encore à étudier, les résultats de l'étude sur les aspirations des parents et des filles en matière d'éducation, de carrière professionnelle et de famille suggèrent que les effets de ce type d'intervention sont susceptibles de perdurer au-delà de la période de versement de la bourse, et pourraient même s'étendre aux générations futures.

Dans le contexte du Niger, pays caractérisé par de fortes inégalités entre les sexes et des normes de genre conservatrices, accorder aux filles une bourse d'études à leur entrée au collège peut incontestablement avoir des effets positifs importants, tant au niveau individuel qu'au niveau communautaire.

Pour plus d'informations sur cette étude, voir l'article publié: **ICI**

5 *Par exemple, en ce qui concerne les effets sur l'éducation, le programme s'est avéré plus rentable que l'intervention de transferts monétaires inconditionnels évaluée par Baird et al. (2011), mais moins efficace que le programme de bourses d'études évalué par Duflo et al. (2022) au Ghana. Concernant les effets sur le mariage d'enfants, l'intervention s'est avérée plus efficace que le programme de chèques-éducation évalué par Angrist et al. (2002) en Colombie et que plusieurs autres programmes n'ayant eu aucun impact. Il présente toutefois un rapport coût-efficacité inférieur à celui du programme ELA mis en œuvre par BRAC en Ouganda et du programme d'uniformes scolaires gratuits au Kenya, qui préviennent respectivement 0,42 et 1,11 mariage par tranche de 1000 dollars dépensés, respectivement.*

Crédit photo: Borgarello/World Bank, Brice Delagneau, John Hogg/World Bank, Nestlé

Les auteurs remercient le projet Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD) au Niger et l'Initiative Education Post-Primaire du J-PAL pour leur soutien financier. Ce projet n'aurait pas été possible sans le soutien du ministère de l'Enseignement secondaire, du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, et du ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales du Niger, de l'Unité de Coordination du Projet SWEDD (et tout particulièrement Ali Doungou Boubacar et Ibrahim Moctar Moustapha), du pôle mondial d'expertise en Santé, nutrition et population de la Banque mondiale, et de l'Africa Gender Innovation Lab de la Banque mondiale. Les auteurs remercient également les ONG ONEN et Hikima pour la mise en œuvre de l'intervention, ainsi que l'Institut National de la Statistique du Niger pour la collecte des données d'enquête. Enfin, nous remercions aussi Olivier Francès pour l'excellent travail qu'il a fourni en tant qu'assistant de recherche.

Ce travail a été en partie financé par l'Umbrella Facility for Gender Equality (UFGE), un fonds fiduciaire financé par plusieurs donateurs et administré par la Banque mondiale pour faire progresser la parité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes via l'expérimentation et la création de savoirs afin d'aider les gouvernements et le secteur privé à concentrer leurs politiques et programmes sur des solutions évolutives aux résultats durables. L'UFGE est soutenue par les généreuses contributions de l'Australie, du Canada, du Danemark, de l'Allemagne, de l'Islande, de la Lettonie, des Pays-Bas, de la Norvège, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse, du Royaume-Uni, des États-Unis, de la Fondation Bill et Melinda Gates, et du Wellspring Philanthropic Fund.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, MERCI DE CONTACTER

Estelle Koussoube
mkoussoube@worldbank.org

Raffaella Pizzamiglio
rpizzamiglio@worldbank.org

Africa Gender Innovation Lab
afrgenderlab@worldbank.org

1818 H St NW
Washington, DC 20433 USA
www.worldbank.org/africa/gil